

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Chine : pour une relation de "haute qualité"

C'EST la volonté dernièrement exprimée par le ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, et son homologue chinois, Wang Yi, en marge de la 77^e session de l'Assemblée générale de l'Onu à New York.

O. N.
Libreville/Gabon

LE ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, a

dernièrement rencontré son homologue chinois, Wang Yi. C'était en marge de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies tenue au siège de l'Onu à New York, aux Etats-Unis. Occasion pour les deux personnalités de faire un tour d'horizon de la coopération entre leurs deux pays. Laquelle totalise déjà plus de cinquante ans. Au cours de leurs échanges, les deux hommes ont consenti à travailler mutuellement dans le but de promouvoir une coopération de "haute qualité". Cela dans le cadre de l'initiative

"la Ceinture et la Route" lancée par la Chine il y a plus de sept ans. Le diplomate chinois a reconnu que le Gabon est un bon ami de la Chine. "Les deux pays ont toujours été sincères et amicaux, se sont traités de manière égale, ont réalisé une coopération gagnant-gagnant et un développement commun, ont forgé une amitié profonde ; et le partenariat de coopération global entre les deux parties continue de se consolider et de se développer. Ainsi, la Chine est prête à travailler avec le Gabon pour accélérer son développement et sa revitalisation et à apporter davantage de bénéfices au peuple gabonais", a déclaré Wang Yi. Le chef de la diplomatie gabonaise a, quant à lui, salué le caractère séculier de l'amitié entre Libreville et Pékin. Une amitié ayant porté, selon lui,



Photo: DR

Poignée de main entre le ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, et son homologue chinois, Wang Yi.

de riches fruits grâce à une coopération mutuellement bénéfique. Et de rassurer : "Le Gabon est disposé à renforcer la synergie entre Gabon émergent et l'initiative la Ceinture et la Route pour diversifier l'économie du pays".

Bitam/PDG: Steeve Nzegho Dieko sonne la fin de la guerre de leadership

E. EBANG MVE
Bitam/Gabon

POURSUIVANT son séjour dans le Woleu-Ntem, le secrétaire général (SG) du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, a animé une séance du "Rendez-vous du militant", le 25 septembre dernier, à Bitam, chef-lieu du département du Ntem.



Photo: DR

En présence du secrétaire national chargé de l'animation politique dans le Septentrion, Hubert Ella Minko, du membre du Comité permanent du Bureau politique, Charles Mve Ellah, du secrétaire général adjoint, Patrick Eyogho Edzang, du secrétaire départemental, Germain Mba Eyama, des autres cadres et militants de base des neuf fédérations de la commune et du département. Le SG du PDG a profité de cette occasion, pour appeler ses "camarades" du Ntem, à la fin des querelles intestines et de la guerre de leadership. "Camarades, nous préparons une échéance importante. Regardons ensemble vers la même direction, pour préparer une victoire cash, ici à Bitam, pour notre candidat naturel, Ali Bongo Ondimba en 2023", a-t-il exhorté. Pour y arriver, il a invité à l'unité et à la cohésion des filles

et des fils du département du Ntem: "Sans l'unité, il va être difficile de préparer dans les meilleures conditions, la victoire du Distingué camarade président". Pour cela, il a exigé des uns et des autres la discipline et le respect des valeurs cardinales sur lesquelles repose le parti au pouvoir au Gabon. L'autre temps fort du "Rendez-vous du militant" à Bitam aura été la phase des questions-réponses entre les militants et le secrétaire général. Des interrogations des populations ont tourné autour de la vie du parti dans le Ntem, le chômage des jeunes, la route et d'autres sujets d'actualité. Hubert Ella Minko a assuré leur hôte, de la détermination des Pdgistes du Ntem, à renvoyer l'ascenseur à Ali Bongo Ondimba en 2023. Il n'a pas manqué de rappeler à l'ordre et à la discipline, les 6 159 militants des neuf fédérations du Ntem.

Le PSD dénonce la violation de la loi relative au financement des partis politiques

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

DANS une déclaration lue hier par le premier vice-président du Parti social démocrate (PSD), Didier Taba Ondounga, le bureau exécutif de cette formation politique de l'opposition a vigoureusement dénoncé ce qui, selon l'orateur, s'apparente à un "scandale politique qui s'annonce". Allusion faite au non-versement de la subvention des partis politiques par le gouvernement, alors que les élections législatives partielles se profilent à l'horizon. Ce, conformément à la loi sur les partis politiques en République gabonaise. De fait, a souligné l'orateur, l'article 52 de ladite loi dispose que "l'État a l'obligation d'accompagner les partis politiques légalement reconnus et représentés au Parlement par au moins un député ou un



Photo: Jocelyn ABILA

Didier Taba Ondounga, lors de la lecture de la déclaration.

sénateur, ou disposant au moins d'un élu". Pour la formation politique présidée par Pierre-Claver Maganga Moussavou, le pouvoir en place fait à sa guise en ne respectant pas "la loi consensuelle mise en place afin de conforter et d'apaiser notre vivre-ensemble dans une démocratie relativement lénifiée". Ce dernier d'ajouter que "le PSD estime que dans de telles conditions, une démocratie dont l'équilibre n'est pas garanti, ne peut se targuer de prôner l'égalité des chances qui, dans cette optique, devient un slogan creux". Non sans attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale "sur cette forme immonde de violence qui pourrait aboutir à une déflagration sociopolitique". Il faut noter que la subvention des partis politiques et pourtant prescrite par la loi au Gabon n'a plus été versée aux ayants droit depuis plusieurs années déjà.